

1564<sup>e</sup> séance

Mercredi 21 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1564

## POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

**Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite)** [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) est persuadé que, en matière d'environnement, le succès dépend en premier lieu de la volonté des Etats eux-mêmes d'avoir avant tout pour objectif d'établir des conditions qui permettent la dignité de l'existence. La délégation de la République démocratique allemande ne peut accepter l'opinion selon laquelle la détérioration de l'environnement serait le prix inévitable du progrès et estime qu'il faut en fait trouver un équilibre entre l'environnement, la technique et l'économie. La solution des problèmes de l'environnement incombe au premier chef à chaque Etat. Toutefois, étant donné que les Etats ne peuvent agir que sur leur propre territoire, il est souhaitable que la protection de l'environnement ne se heurte pas à des actions politiques illégales; le processus de détente politique et de coopération pacifique offre une possibilité de progrès réels dans ce domaine. Tous les Etats, quels que soient leur système social, leur dimension ou leur niveau de développement, doivent coopérer sur la base du principe de l'égalité souveraine de tous les Etats en vue d'appliquer des mesures internationales de protection de l'environnement. Mais des mesures de ce genre ne peuvent être appliquées que si la protection de l'environnement est organisée à l'échelon national. La République démocratique ne peut accepter la création d'un contrôle supranational à cet égard et souligne qu'il est essentiel de respecter strictement la souveraineté permanente des Etats concernant leurs ressources naturelles, le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et l'inviolabilité de l'intégrité territoriale.

2. Pour sa part, la République démocratique allemande a déjà pris de très importantes mesures pour la protection de l'environnement dans l'intérêt de ses propres citoyens et aussi dans un souci de coopération avec les autres Etats. Les efforts communs des Etats doivent tout d'abord viser à garantir une amélioration rapide de la situation actuelle et favoriser l'adoption de mesures préventives en prévision de l'avenir. M. Zachmann cite les domaines particuliers de protection de l'environnement visés dans les décisions du Conseil d'administration du PNUE à sa première session (A/9025, annexe I) et estime que la tâche du Conseil doit consister à se procurer des renseignements sur les mesures appliquées dans les divers Etats, organiser un large échange d'opinions et coordonner les activités ayant des effets sur le plan international.

3. Le Gouvernement de la République démocratique allemande s'intéresse à la conclusion de conventions internationales sur la protection de l'environnement et est prêt à accéder à tout instrument qui énonce des règlements applicables dans l'intérêt de tous les peuples. Soulignant en particulier combien il est important de prévenir la pollution des océans, M. Zachmann dit que son pays continuera à promouvoir la conclusion d'un accord sur la mer Baltique.

4. L'établissement du secrétariat du PNUE à Nairobi est de bon augure pour les travaux futurs et, à ce propos, la République démocratique allemande est prête à aider les pays en voie de développement en matière de protection de l'environnement.

5. La République démocratique se félicite de l'adoption du Plan d'action pour l'environnement [*ibid.*, décision 1 (I)]; il convient maintenant de le traduire dans la réalité et d'améliorer la coopération entre les Etats de façon que le Conseil d'administration puisse s'acquitter efficacement de ses responsabilités. La République démocratique ne peut oublier que, en raison de l'attitude négative de certains Etats, elle n'a pas participé à l'élaboration des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, en juin 1972.

6. La délégation de la République démocratique se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne les procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et estime qu'il appartient à chaque Etat de décider lui-même, de sa participation à ce fonds volontaire. La République démocratique appuie le programme du Fonds pour 1973-1974 mais juge qu'il convient de rechercher le maximum d'efficacité en encourageant le minimum de dépenses. Il faut espérer que le Conseil d'administration à sa deuxième session sera en mesure d'adopter son propre règlement intérieur.

7. La Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui se tiendra au Canada en 1976 devra proposer des solutions fondamentales sur la question des établissements humains. Toutefois, il ne paraît pas nécessaire de créer un fonds spécial pour cette question et il devrait être possible de prélever les ressources nécessaires sur le Fonds du PNUE. Il ne paraît pas non plus nécessaire de créer un mécanisme complexe pour cette conférence et l'on pourrait utiliser les nombreux organes qui traitent de l'environnement et des établissements humains afin d'éviter des dépenses supplémentaires pour la préparation de la Conférence.

8. La protection de l'environnement ne se limite pas à la lutte contre la pollution et à la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles, mais doit également viser à trouver une solution politique aux conflits internationaux et à prévenir l'utilisation de moyens modernes de guerre, en particulier les armes de destruction massive.

9. M. MILLS (Jamaïque) remercie le Président du Conseil d'administration du PNUE, le Directeur exécutif du Programme et le Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification de leurs déclarations. Le rapport présenté par M. Strong témoigne des travaux considérables que le PNUE a déjà réalisés dans la brève période qui s'est écoulée depuis sa création. A cette occasion, la délégation jamaïcaine tient à répéter combien le choix de Nairobi comme siège du secrétariat lui semble approprié. Elle espère que ce précédent fera date et que d'autres institutions importantes des Nations Unies établiront leur siège dans un pays en voie de développement.

10. La première session du Conseil d'administration qui a eu lieu à Genève en juin 1973 a revêtu une très grande importance. Il s'agissait d'établir les objectifs et les priorités du PNUE et de formuler les bases d'un programme de travail dans le cadre des recommandations de la Conférence de Stockholm et de l'Assemblée générale. Les difficultés étaient nombreuses puisqu'il fallait décider de questions vitales ayant une importance pratique, notamment de la façon dont les ressources disponibles, financières et autres, devaient être allouées. Il va de soi que des vues extrêmement divergentes sont apparues. En dépit de ces difficultés, tous les membres du Conseil d'administration ont compris qu'ils se devaient de coopérer dans l'intérêt de l'humanité. Un consensus a donc été atteint sur la question vitale du programme et des priorités. Ce consensus reflète la nature même des questions touchant à l'environnement, l'ensemble des intérêts en cause et la nécessité constante d'équilibrer ces éléments et ces intérêts divers dans l'intérêt général.

11. La délégation jamaïcaine a toujours suivi les problèmes de l'environnement avec le plus grand intérêt et a participé très activement aux efforts internationaux dans ce domaine. Il suffit de rappeler que la Jamaïque a eu l'honneur de présider les sessions du Comité préparatoire de la Conférence de Stockholm et que son représentant exerçait les fonctions de Rapporteur général de cette conférence. Elle a également participé très activement aux travaux du PNUE et à la session du Conseil d'administration en juin.

12. Convaincue que la question de la qualité de la vie et du bien-être de l'homme doit être au premier rang des préoccupations du PNUE, la Jamaïque a toujours insisté pour qu'il accorde un rang de priorité élevé aux établissements humains. Dans le Plan d'action pour l'environnement adopté par le Conseil d'administration à sa première session [voir A/9025, annexe I, décision 1 (I)], il est dit que "la qualité de la vie doit être la préoccupation primordiale de ce programme et qu'il faut par conséquent donner la priorité absolue, dans le programme d'ensemble, à l'amélioration de l'habitat urbain intégral et à l'étude des problèmes d'environnement qui ont des répercussions directes sur l'homme". Cette préoccupation existe aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement et revêt un caractère universel malgré les insuffisances plus évidentes des établissements humains dans certaines régions du monde en voie de développement. Les pays en voie de développement courent le risque de connaître bientôt des conditions qui ressemblent beaucoup à celles qui existent dans certaines parties du monde développé mais qui sont néanmoins inacceptables. La crise que connaît actuellement le monde développé dans ce domaine est un

avertissement pour les pays en voie de développement puisqu'elle illustre ce qu'il leur arrivera s'ils ne trouvent pas le moyen de modifier leurs conditions de vie. Les pays développés et les pays en voie de développement devraient donc coopérer à la recherche de solutions, étant donné qu'ils bénéficieront les uns et les autres des résultats obtenus. Cette coopération ne porte pas seulement sur les ressources financières; elle exige avant tout de l'imagination dans l'action et la participation énergique de tous les intéressés. On peut citer également parmi les autres domaines d'activités qui, de l'avis du Conseil d'administration, exigent une action prioritaire, les questions qui intéressent les sols et les eaux, l'éducation et l'information, les océans et l'énergie.

13. Le développement de relations étroites et harmonieuses entre le secrétariat et le Conseil d'administration, d'une part, et les autres institutions des Nations Unies, d'autre part, est indispensable au succès des travaux. Le rôle du PNUE lui-même est donc d'établir des plans d'ensemble qui soient efficaces, cohérents et équilibrés et qui reposent sur des efforts coordonnés et des projets exécutés par le secrétariat, par d'autres organismes des Nations Unies et par des institutions régionales, nationales et non gouvernementales. Ces efforts et toutes les autres initiatives qui contribuent à l'expansion des ressources et des moyens disponibles dans le domaine de l'habitation et des établissements humains reçoivent le plein appui de la délégation jamaïcaine. Elle se félicite à ce propos des travaux extrêmement utiles effectués par le Comité de coordination pour l'environnement et elle invite tout les pays membres du Fonds du PNUE à faire preuve de générosité pour assurer au Programme les ressources financières indispensables pour l'exécution de plans efficaces.

14. Passant à la question de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, M. Mills remercie le Gouvernement canadien de bien vouloir accueillir à Vancouver cette importante manifestation, qui reçoit le plein appui de la délégation jamaïcaine. Il semble que le but de la Conférence-Exposition soit de stimuler des innovations, de permettre des échanges de données d'expérience et d'assurer la plus large diffusion possible aux idées et aux techniques nouvelles en matière d'établissements humains. Tous les moyens d'appeler l'attention du monde entier sur la nature et l'importance des problèmes des établissements humains seront utilisés. Mais il importe surtout que la Conférence-Exposition ait des résultats pratiques et, en particulier, qu'elle permette d'intéresser davantage les autorités qui affectent les crédits et celles qui sont en mesure de les utiliser à la mise au point de systèmes et d'institutions financières appropriées en matière d'établissements humains. La délégation jamaïcaine est extrêmement impressionnée par le volume de travail déjà accompli pour préparer la Conférence-Exposition; elle espère que celle-ci bénéficiera de la coopération et des efforts de tous les pays membres et que les travaux se dérouleront sous le signe de la recherche et de l'imagination. Il faudrait à cette occasion s'intéresser aux idées et aux pratiques héritées du passé tout comme aux méthodes suivies dans des communautés moins développées du point de vue technologique qui, malgré tout, sont parvenues à jouir d'un niveau de qualité de vie relativement

tolérable. Il faudrait également connaître les idées et les analyses des experts dans le domaine de la planification et du développement économique et s'informer des conditions de vie, des espoirs et des aspirations des populations intéressées elles-mêmes.

15. La préoccupation que suscitent les problèmes de la croissance urbaine mène parfois à négliger l'étude des établissements ruraux et de leur avenir en ce qui concerne la qualité de la vie. Il faut espérer que la Conférence-Exposition s'intéressera également à ce problème et à celui que pose le tourisme. En effet, la croissance très rapide du tourisme dans un grand nombre de pays a provoqué dans le schéma de l'habitat des changements dont il ne faut pas toujours se féliciter. Il serait donc utile d'étudier également ces questions, vu l'importance que le tourisme prendra à l'avenir et les conséquences que son expansion aura sur les politiques de planification et de construction de nombreux pays.

16. Les nouvelles initiatives prises dans le domaine des établissements humains doivent aller de pair, à l'échelon national et sur le plan international, avec la création de mécanismes institutionnels adéquats. Il est indispensable là aussi de faire preuve d'imagination. La Jamaïque, pour sa part, a créé de nouvelles institutions à cette fin et est prête à les adapter si besoin est ou à en créer de nouvelles. Il serait peut-être utile d'examiner le rôle que peuvent jouer des institutions de cette nature dans le développement et l'amélioration des établissements humains au cours de la Conférence-Exposition.

17. La Jamaïque attache de plus en plus d'importance aux problèmes de l'environnement dans le cadre plus vaste du développement. L'intérêt qu'elle porte à ces questions s'explique par le souci constant d'assurer le bien-être de sa population et, de façon plus générale, celui de la communauté mondiale. Elle espère continuer à jouer un rôle actif dans ce domaine vital.

18. M. REYES (Philippines) dit que les décisions du Conseil d'administration à sa première session ont jeté les bases de l'action future des Nations Unies dans le domaine de la coopération pour la protection de l'environnement. Les résultats obtenus à la première session sont remarquables si l'on songe aux handicaps dont a souffert la Conférence de Stockholm; le premier tenait à l'absence d'un certain nombre d'importants pays socialistes; cette lacune a maintenant été comblée; d'autre part, les pays pauvres s'inquiétaient de la possibilité de rapports négatifs entre l'environnement et le développement, et l'appui croissant octroyé par ces pays au PNUE montre que ces craintes sont maintenant dissipées.

19. La répartition des ressources du Fonds du PNUE reflète les priorités fixées par le Conseil d'administration, particulièrement en ce qui concerne les établissements humains et la gestion et la conservation du sol et des ressources en eau. La sécheresse dans la zone soudano-sahélienne a démontré la nécessité d'un programme global pour mettre en valeur les ressources en eau et pour limiter la perte de sols productifs; le PNUE devrait chercher à développer sa capacité d'aider les gouvernements à prévoir les catastrophes naturelles et à en atténuer les conséquences. Un élément important des objectifs à long terme est la promotion de la capacité des pays de résoudre les problèmes de l'environnement, et l'assistance technique en matière de recherche et de formation dans les pays

en voie de développement est cruciale pour le succès du Programme.

20. Du fait des préoccupations internationales devant le manque de logements et la détérioration de la qualité des établissements humains, l'Assemblée générale a décidé de convoquer une conférence-exposition sur les établissements humains; le PNUE constitue maintenant un cadre approprié pour l'étude de cette question. La Conférence-Exposition qui se tiendra à Vancouver en 1976 est comparable en ampleur à la Conférence de Stockholm, mais elle aura un caractère novateur et sera pragmatique et tournée vers la solution des problèmes. M. Reyes souligne le rôle joué par son pays à propos de cette question et rappelle que les Philippines figuraient au nombre des auteurs d'un projet de résolution prévoyant la création d'un fonds bénévole international pour les établissements humains. Elle est maintenant l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312, qui entérine les recommandations du Conseil d'administration concernant la date et la durée de la Conférence et les mesures préparatoires à prendre. La délégation philippine espère que le poste de secrétaire général de la Conférence-Exposition sera confié à un ressortissant d'un pays en voie de développement. Etant donné l'importance des travaux préparatoires, il faut espérer que les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées participeront à ces travaux. En effet, les commissions économiques régionales et les banques régionales auront probablement un rôle important à jouer dans le programme international d'assistance au logement qui sera formulé par la Conférence. Pour permettre à la Conférence-Exposition de réaliser ses objectifs, il conviendrait de mobiliser, à l'aide des moyens d'information de masse, un appui mondial pour des programmes d'action dans le domaine des établissements humains à l'échelon national et sur le plan mondial. Il faut espérer que la Conférence permettra de faciliter des échanges constructifs de renseignements concernant des solutions heureuses mais peu connues aux problèmes du logement, et aussi qu'elle élaborera un programme d'action international visant à aider les pays pauvres à respecter des normes minimales en matière de logement.

21. A sa deuxième session, le Conseil d'administration sera saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la création et le fonctionnement d'un fonds international pour le logement visant à promouvoir la création d'institutions nationales qui mobiliseraient les ressources des pays en faveur du logement; de l'avis de la délégation philippine, ce fonds constituerait un élément extrêmement utile.

22. Il ressort du rapport du Secrétaire général sur les critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains (A/9163) que les institutions internationales et régionales attachent en général un rang de priorité peu élevé à la question du logement. Il est toutefois encourageant de constater que ces institutions se proposent d'élargir l'assistance financière qu'elles offrent aux programmes des établissements humains et la Conférence-Exposition devrait faciliter les progrès dans ce sens.

23. A sa deuxième session, le Conseil d'administration sera aussi saisi d'un projet de programme d'action ainsi que d'un rapport sur le fonctionnement initial du Système international de référence.

Toutefois, il est encore prématuré d'évaluer l'ampleur, la capacité et l'efficacité de ce nouveau système. Le Conseil d'administration devrait consacrer davantage d'attention à la prochaine étape de l'établissement d'un système de surveillance continue de l'environnement dans le cadre du Plan Vigie.

24. La question de l'environnement ne peut être isolée d'autres questions interdépendantes qui affectent le bien-être de l'humanité; le développement est un exemple évident, mais il convient également de mentionner l'augmentation de la population, la consommation d'énergie et l'exploitation des ressources naturelles. La Conférence mondiale de la population qui se tiendra en 1974 aura ainsi des effets très importants pour le PNUE et ce dernier devrait par conséquent contribuer dans la mesure du possible à l'application du programme d'action que la Conférence pourra recommander. D'autre part, le PNUE devra s'occuper de la crise actuelle d'énergie.

25. Le représentant des Philippines souligne que le PNUE devra accroître sa coopération non seulement avec les institutions spécialisées mais également avec les commissions économiques régionales et les organes et organismes des Nations Unies.

26. Les projets de résolution A/C.2/L.1312 et A/C.2/L.1305/Rev.1 sont en quelque sorte complémentaires; le deuxième traite en effet d'un principe régissant la coopération entre les Etats ayant des ressources naturelles communes. Il s'agit là d'un principe fort important et la question mérite d'être examinée avec soin; elle appelle également un maximum de respect mutuel et de coopération amicale.

27. M. GORITZA (Roumanie) dit que la question de l'environnement se situe certainement parmi les tâches prioritaires de l'ONU. L'attention attachée par un nombre croissant de pays à l'adoption de mesures visant à protéger l'environnement met en évidence de façon saisissante l'actualité manifeste de ce problème. En même temps, le développement de la coopération internationale a franchi une nouvelle étape. La délégation roumaine pense que la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement<sup>1</sup> adoptée à Stockholm et les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session déterminent clairement le cadre de principe et les objectifs de la coopération dans ce domaine. La Roumanie a toujours souligné qu'il convenait de faire reposer toute action ayant trait à l'environnement sur les principes unanimement reconnus du droit international. Cette coopération doit être fondée sur l'entente et l'intérêt mutuel, les relations de bon voisinage et le désir de contribuer à réaliser des progrès constants en vue de protéger et d'améliorer les conditions de vie sur la Terre.

28. En créant le Conseil d'administration du PNUE, l'Organisation des Nations Unies s'est assignée un rôle de premier plan en vue de favoriser la coopération dans un domaine où la communauté d'intérêt de tous les pays est évidente. Un an après sa création, le Conseil d'administration présente un bilan positif des activités entreprises en vue d'exécuter le mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale et d'appliquer les mesures adoptées à Stockholm. A ce propos, la délégation

roumaine tient à présenter ses félicitations au Directeur exécutif, M. Strong.

29. Elle considère que le programme de travail adopté par le Conseil d'administration constitue un cadre adéquat; il conviendrait de commencer immédiatement à prendre des mesures concrètes afin de permettre au Conseil de les évaluer lors de ses prochaines sessions et de mieux les adapter aux besoins prioritaires des Etats Membres. La délégation roumaine approuve les objectifs du PNUE tels qu'ils sont définis dans la décision 1 (I) du Conseil d'administration et en particulier l'alinéa c du paragraphe 1 de cette décision.

30. A cette étape du fonctionnement du PNUE, il importe de faciliter l'échange de renseignements sur les questions d'environnement. C'est pourquoi la délégation roumaine souscrit à la proposition tendant à créer un bureau pour la collecte, l'analyse et la diffusion des informations sur les problèmes écologiques. Elle pense en outre, étant donné le rôle essentiel de la science moderne dans l'élaboration de techniques de production entraînant une pollution réduite et dans la mise au point de méthodes de lutte contre les effets de la pollution, qu'il faut encourager une large coopération internationale dont puissent bénéficier tous les pays du monde, et favoriser en particulier le transfert de ces techniques et méthodes vers les pays en voie de développement. En tant que pays en voie de développement, la Roumanie s'intéresse à la création de centres internationaux de recherche orientés vers les besoins de ces pays dans le domaine de l'environnement et envisagerait favorablement l'implantation d'un de ces centres sur son territoire.

31. M. Goritza voudrait également s'arrêter sur le problème de la formation des cadres. La complexité et le caractère pluridisciplinaire des problèmes de l'environnement exigent que le PNUE mette au point des programmes concrets de nature à favoriser la formation de personnel national qualifié. La délégation roumaine réitère à cet égard la proposition faite à la première session du Conseil d'administration tendant à ce que des cours permanents de niveau postuniversitaire soient organisés dans le domaine de la politique écologique et de la gestion des ressources naturelles.

32. De nombreuses délégations ont souligné qu'il serait souhaitable de protéger certaines zones écologiques qui présentent un intérêt particulier. Le développement de telles zones, par exemple en Roumanie, le delta du Danube et le nord de la Moldavie, devrait faire l'objet de programmes et de projets spéciaux exécutés avec l'assistance du PNUE.

33. Les activités régionales doivent également avoir une place importante et les commissions économiques régionales peuvent apporter une contribution de premier ordre à ces activités. Avec leur expérience et leur capacité d'action, ces commissions peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le développement de la coopération. La délégation roumaine se félicite que des arrangements aient été pris concernant la coopération avec ces commissions et en particulier avec la Commission économique pour l'Europe, qui possède déjà un organe consacré aux problèmes de l'environnement.

34. La Roumanie est prête à participer activement au développement des travaux des Nations Unies en vue de protéger et d'améliorer l'environnement et à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine.

<sup>1</sup> Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.



35. M. EVANS (Etats-Unis d'Amérique) félicite M. Strong pour la présentation du rapport du Conseil d'administration du PNUE sur sa première session. En tant que membre du Conseil d'administration, la délégation des Etats-Unis a participé pleinement aux discussions et au consensus qui s'est dégagé. Elle n'entrera pas dans les détails, mais tient à faire savoir que le Gouvernement des Etats-Unis est très satisfait que cette première session ait abouti à des décisions concernant l'organisation du PNUE et les principes directeurs et les priorités dont doivent s'inspirer les programmes.

36. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le PNUE a rencontré de nombreuses difficultés et le fait qu'en un an son secrétariat ait pu préparer la première session du Conseil d'administration et entamer les préparatifs de la deuxième, tout en commençant à prendre des mesures concrètes, montre le dévouement du Secrétaire exécutif et du personnel à leur tâche. Un secrétariat moins vaillant aurait attendu le 1er janvier 1974 pour inaugurer le siège du Programme à Nairobi, et c'est tout à l'honneur de M. Strong et des fonctionnaires du PNUE de n'avoir pas choisi la solution de facilité. Le Gouvernement des Etats-Unis est extrêmement satisfait de ce geste et considère que l'inauguration du siège de Nairobi est un événement majeur dans l'histoire des Nations Unies.

37. Au cours de cette phase initiale, les institutions spécialisées, l'AIEA et les autres organismes des Nations Unies ont largement contribué à la mise en route du nouveau programme et ont aidé à entretenir l'élan de Stockholm. Néanmoins, il ne faudrait pas que ce programme soit un simple catalogue des activités intéressant les institutions spécialisées, l'AIEA et les autres organismes des Nations Unies. Cela irait à l'encontre des objectifs de la Conférence de Stockholm et le PNUE doit se trouver vigilant pour ne pas tomber dans ce piège. Ce qui a été envisagé par la Conférence et approuvé à sa vingt-septième session par l'Assemblée générale, c'est un programme mondial mené de façon concertée par les organismes des Nations Unies, les autres organisations internationales et les pays eux-mêmes. Dans ce processus, le PNUE doit avoir un rôle central de coordination. Mais la délégation des Etats-Unis pense, comme la délégation kényenne, que le PNUE doit être sans cesse sur la brèche, encourageant les uns et les autres, sans quoi il ne remplirait pas la tâche pour laquelle il a été créé. Pour cela, il lui faut recruter un personnel peu nombreux et hautement compétent, imbu de l'importance de sa mission et conscient de la mission des autres organismes, au courant en même temps des travaux considérables déjà entrepris par ces organismes. Il faut éviter de créer une nouvelle bureaucratie qui ferait double emploi avec ce qui existe déjà ailleurs.

38. Dans ses procédures générales, le PNUE a adopté la notion d'"organisation coopérante" et la délégation des Etats-Unis pense que cette notion définit parfaitement les rapports qui doivent exister entre le PNUE et les autres institutions et programmes des Nations Unies.

39. L'une des réussites de la première session du Conseil d'administration réside dans le fait qu'il a été possible d'adopter une décision, la décision 1 (I), sur l'établissement du programme sur les priorités à respecter par le Directeur exécutif lorsqu'il entreprendra

les préparatifs des futures sessions du Conseil d'administration. C'est grâce à l'esprit de compromis dont ont fait preuve les délégations que l'on a pu prendre cette décision. Il est essentiel que le Directeur exécutif dispose de principes directeurs qui lui permettent d'élaborer un programme de l'environnement, programme au sens de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. Il s'agit de concilier les intérêts de tous les pays, grands et petits, développés et en voie de développement, industriels et agricoles. La délégation des Etats-Unis est certaine que, en consultation avec les organismes des Nations Unies, les autres organismes internationaux et les Etats Membres, et avec de la patience et de l'obstination, le Secrétaire exécutif pourra s'acquitter de cette tâche dans des délais raisonnables.

40. La délégation des Etats-Unis se félicite de l'importance accordée au Plan Vigie par le Conseil d'administration car, si l'on veut mettre au point des programmes d'action valables, il importe de disposer d'une base de renseignements satisfaisante. Elle se félicite particulièrement qu'on ait décidé de convoquer une réunion intergouvernementale en 1974 pour identifier et surveiller les principaux polluants. Le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention d'envoyer à cette réunion une équipe hautement qualifiée dirigée par un administrateur scientifique éminent.

41. Passant à la question de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, M. Evans dit que sa délégation approuve les principaux thèmes recommandés par le PNUE et développés par le Secrétaire général dans son rapport (A/9238). Ce rapport contient également des recommandations sur les mécanismes de préparation de la Conférence. Il est essentiel que les décisions relatives à cette question soient prises à la vingt-huitième session et le projet de résolution A/C.2/L.1312 expose clairement les éléments essentiels des mesures qui doivent être prises maintenant. La délégation des Etats-Unis est en mesure d'appuyer ce projet.

42. En ce qui concerne le financement de la Conférence-Exposition, le Gouvernement des Etats-Unis approuve la recommandation du Conseil d'administration tendant à ce que les dépenses en soient imputées sur le budget ordinaire de l'ONU d'une part et sur le Fonds du PNUE d'autre part. Néanmoins, elle réserve sa position définitive jusqu'à ce que la Cinquième Commission ait examiné la question.

43. Au paragraphe 3 de la décision 1 (I) du Conseil d'administration, il est dit "qu'il faut... donner la priorité absolue... à l'étude des problèmes d'environnement qui ont des répercussions directes sur l'homme". Dans le monde d'aujourd'hui les "répercussions immédiates" ne sont pas seulement celles de faits tels que la sécheresse qui a frappé les pays de la région soudano-sahélienne, mais également les "limites extrêmes" auxquelles s'est référé M. Strong. Les limites extrêmes d'aujourd'hui sont peut-être celles qui auront des répercussions immédiates demain. Voilà ce qui définit la portée de la tâche qui attend le PNUE.

44. M. ROUGÉ (France) dit que, en tant que membre du Conseil d'administration du PNUE, la France a pu faire connaître ses vues sur l'ensemble des questions abordées à la première session du Conseil d'administration. Elle a en outre indiqué à la

cinquante-cinquième session du Conseil économique et social comment, à son avis, l'action du PNUE doit s'insérer dans l'ensemble des activités des Nations Unies. C'est pourquoi M. Rougé consacrera l'essentiel de son intervention au projet de résolution A/C.2/L.1312, relatif à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. Le problème de l'urbanisation constitue l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés tous les responsables politiques à tous les niveaux. C'est donc à juste titre que la Conférence de Stockholm a inscrit la question des établissements humains en tête d'un plan d'action mondiale sur l'environnement. Cela dit, la délégation française conteste le bien-fondé du raisonnement en forme de syllogisme que semble proposer le rapport du Secrétaire général : l'urbanisation est un problème qui touche tous les pays; puisqu'il s'agit d'un problème universel, la solution devrait être trouvée au niveau mondial. La délégation française ne croit pas, pour sa part, que tous les problèmes d'intérêt commun doivent être pris en charge par la collectivité internationale. Le rôle de l'autorité mondiale est en effet d'aider tous les groupes humains à prendre en main leur propre destin et non pas de les en déposséder. Lorsqu'il s'agit de problèmes internationaux par nature, une action collective est nécessaire, mais la question de l'habitat n'est pas physiquement internationale. La restauration du cadre de vie des habitants des villes demande une action énergique contre les tendances à l'uniformisation et le Directeur de l'UNESCO, M. Maheu, dans des observations communiquées à la Troisième Commission par le Secrétaire général<sup>2</sup>, a invité justement les architectes et les urbanistes à multiplier partout leurs efforts d'invention.

45. En matière de financement, on a constaté que les demandes de prêts des pays en voie de développement portaient rarement sur des projets de construction de logements. Ce n'est pas parce que les gouvernements de ces pays n'attachent pas une importance suffisante au secteur de l'habitation, mais parce que, dans ce secteur, les ressources peuvent et doivent d'abord être trouvées sur place : main-d'œuvre, talents locaux, matériaux. Par conséquent, le problème de l'habitat doit être résolu par des efforts redoublés mais résolument décentralisés, où le rôle essentiel incombe aux communautés de base, villes et villages ou quartiers de ville, ainsi qu'aux administrations nationales et régionales. C'est ce que suggère notamment le paragraphe 71 de la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. De même, la résolution 2718 (XXV) met l'accent sur la nécessité de concevoir des politiques d'ensemble dans ce domaine au niveau national.

46. Le rôle des Nations Unies n'est donc pas d'imposer des solutions, mais de ranimer la volonté des gouvernements et de les inciter à traiter d'urgence les questions d'établissements humains qui se posent dans leur pays. Il est, en second lieu, de favoriser les progrès de l'industrie des matériaux de construction et la mise au point de techniques appropriées. M. Rougé rappelle à cet égard que, dans le *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*<sup>3</sup>, on insiste sur l'inadaptation des

méthodes de construction en usage aux conditions qui prévalent dans les pays en voie de développement.

47. Le rôle de l'ONU peut être enfin de faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre tous les pays du monde puisque tous ont à faire face à ce genre de problèmes et que tous travaillent déjà à les résoudre.

48. La Conférence-Exposition qui va se tenir à Vancouver peut s'insérer admirablement dans l'ensemble d'activités que vient d'esquisser M. Rougé. La délégation française s'était abstenue, lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale dans le vote de la résolution relative à cette conférence [résolution 3001 (XXVII)] car elle regrettait que, sous prétexte d'urgence, l'Assemblée ait à prendre une décision de principe avant que l'affaire ne soit étudiée par le Conseil d'administration du PNUE et aussi parce qu'elle avait des craintes concernant les incidences financières du projet. Cette attitude paraît rétrospectivement justifiée : l'urgence invoquée à la vingt-septième session a disparu; le coût des dispositions envisagées est plus lourd qu'on ne l'avait imaginé. Toutefois, les explications fournies par le représentant du Canada lorsqu'il a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1312 ont apaisé beaucoup des inquiétudes de la délégation française. Elle approuve ce projet dans la mesure où il paraît à la fois plus réaliste et plus raisonnable que l'interprétation qu'en a faite le Secrétariat dans le document A/9238. Dans ce document, en effet, il est envisagé que la Conférence soit "comparable quant à son importance à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et à la Conférence mondiale de la population". La délégation française estime que le rôle que peut avoir cette conférence ne justifie en aucune manière qu'une ampleur comparable à celle de la Conférence de Stockholm lui soit donnée. Pour cette raison, la création d'un comité préparatoire de 58 membres lui paraît superflue, dans la mesure où il existe déjà un organe des Nations Unies compétent en cette matière, à savoir le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

49. Quant à la composition du "secrétariat de conférence réduit", M. Rougé ne voit pas la nécessité de le doter d'une structure aussi importante que celle qui est envisagée. N'est-il pas excessif de prévoir à sa tête non seulement un fonctionnaire international du rang de sous-secrétaire général et pourvu d'un chef de cabinet, mais encore de trois directeurs, et de le doter de 16 hauts fonctionnaires ? Il conviendrait au contraire de prévoir un organisme beaucoup plus léger en utilisant les services et le personnel qualifiés existant déjà au Secrétariat de l'ONU.

50. Etant donné la vraie nature de la Conférence-Exposition, il paraît en outre déraisonnable à la délégation française d'envisager tout prolongement, au-delà de la tenue même de la Conférence, des activités du secrétariat, contrairement à ce que semblent indiquer les paragraphes 14, 18, 19 et 41 du document A/9238. Le rôle du secrétariat devrait, comme il est indiqué au paragraphe 30, se borner à établir le rapport. Il conviendrait de préciser qu'aucune dépense ne saurait être prévue pour l'année 1977.

51. Le montant total de 6,1 millions de dollars qui est envisagé paraît excessif. Ne serait-ce pas faire injure à toutes les populations qui, dans le monde, souffrent d'être mal ou pas logées que de consacrer une telle

<sup>2</sup> Voir A/9075, par. 54.

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18/Rev.

somme à une réunion qui ne pourra guère déboucher sur des solutions pratiques directement applicables ? Prélever plus de 3 millions de dollars sur le budget ordinaire de l'ONU pour une réunion consacrée à un échange d'informations est inadmissible. Prélever une somme analogue sur le fonds du PNUÉ reviendrait à détourner les ressources limitées dont dispose le Fonds des objectifs pour lesquels il a été établi et à décevoir gravement une opinion publique internationale qui, à la suite de la Conférence de Stockholm, s'attend à des mesures efficaces de sauvegarde de l'environnement. Ne risque-t-on pas, en outre, de décourager tous les pays qui n'ont pas encore arrêté de décision quant à leur contribution au Fonds ? Les pays en voie de développement eux-mêmes, qui sont préoccupés par leur part dans le financement du Fonds, peuvent à bon droit demander que les activités de celui-ci coïncident plus directement avec leurs intérêts. La délégation française aurait, par ailleurs, souhaité que la délégation canadienne indique la part du Gouvernement canadien dans le financement de l'opération.

52. Etant donné ce qui précède, la délégation française voudrait proposer certains amendements au projet de résolution A/C.2/L.1312, de façon à dissiper toute ambiguïté. Il conviendrait de : au deuxième alinéa du préambule, remplacer les mots "et la priorité" par l'expression "et le degré de priorité", afin de ne pas donner l'impression que la Conférence de Stockholm n'a pas défini d'autres domaines prioritaires que celui des établissements humains; au troisième alinéa du préambule, supprimer l'expression "sans réserve", qui est excessive; au cinquième alinéa du préambule, remplacer les mots "d'intervenir le plus tôt possible et d'une façon coordonnée" par les mots "d'une action prompte et coordonnée de la part de tous les gouvernements", pour bien souligner que cette tâche incombe avant tout aux autorités nationales intéressées; au sixième alinéa du préambule, puisqu'il est question de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, mentionner également la Stratégie internationale du développement. La délégation française propose donc de rédiger le sixième alinéa comme suit : "*Gardant à l'esprit la place accordée par la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à l'amélioration de la qualité de vie dans les établissements humains des pays en voie de développement comme élément essentiel du processus de développement*"; cette nouvelle rédaction, sans changer l'idée initiale, aurait l'avantage d'être plus précise. Au septième alinéa du préambule, il faudrait remplacer le mot "*Saluant*" par le mot "*Notant*", afin d'éviter de donner l'impression qu'il s'agit là pour les deux organismes mentionnés d'un fait exceptionnel alors qu'ils n'ont fait que leur devoir. En ce qui concerne le dispositif, la délégation française propose : au paragraphe 4, ajouter après les mots "*Prie le Secrétaire général*", les mots "en liaison avec le Gouvernement canadien," compte tenu des responsabilités de ce dernier en tant que pays hôte de la Conférence; rédiger comme suit le paragraphe 5 : "*Charge le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification des fonctions du Comité préparatoire de la Conférence pour conseiller le Secrétaire général*". Il convient, en effet, d'utiliser les organes compétents existants avant d'envisager d'en créer de nouveaux. En outre, cette pratique serait conforme à un précédent important,

celui de la Conférence mondiale de la population, qui a pour Comité préparatoire la Commission de la population elle-même. Au paragraphe 7 du dispositif enfin, il conviendrait d'ajouter les mots "afin d'être pleinement en mesure de bénéficier des travaux de la Conférence-Exposition et d'assumer, à la suite de celle-ci, les tâches qui pourraient incomber au système des Nations Unies", afin que le problème des suites à donner à la Conférence ne soit pas complètement passé sous silence, comme c'est le cas dans le texte actuel.

53. La délégation française participera volontiers à toute consultation avec les auteurs du projet de résolution sur la base des propositions que M. Rougé vient de présenter. Elle est convaincue qu'il sera facile d'aboutir à un texte auquel toutes les délégations puissent donner un assentiment enthousiaste.

54. M. RANKIN (Canada), en réponse à la question du représentant de la France, annonce que le Gouvernement canadien a approuvé une contribution de 5 millions de dollars aux dépenses entraînées par la Conférence-Exposition. Une somme de 3,5 millions de dollars sera prélevée sur le budget du Gouvernement canadien et l'Etat de la Colombie britannique doit fournir une contribution de 1,5 millions de dollars.

55. M. FRAZÃO (Brésil) remercie le Directeur exécutif de son exposé. Le gouvernement brésilien est satisfait des résultats obtenus lors de la première session du Conseil d'administration; il a décidé de créer un secrétariat spécial pour l'environnement dépendant du Ministère de l'intérieur. Cet organisme devrait permettre d'assurer un maximum d'efficacité à la politique adoptée par le Brésil en matière d'environnement et contribuer à faire progresser le développement économique et social sans rompre l'équilibre écologique.

56. Le représentant du Brésil tient à faire quelques observations sur le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

57. M. ČABRIĆ (Yougoslavie), soulevant une question d'ordre, demande si le représentant du Brésil a le droit de commenter un projet de résolution qui n'a pas encore été présenté officiellement.

58. Le PRÉSIDENT répond que le fait qu'un projet de résolution n'ait pas été présenté officiellement n'empêche pas une délégation de faire des observations à son sujet.

59. M. FRAZÃO (Brésil) se déclare surpris de ce que le projet de résolution A/C.2/L.1305, et le projet révisé A/C.2/L.1305/Rev.1, n'aient pas fait l'objet de consultations plus larges, notamment avec les autres délégations qui ont participé à l'examen de la question au cours des années antérieures, étant donné précisément qu'il porte sur le principe des "consultations préalables" pour l'exploitation des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs pays. M. Frazão se demande s'il faut voir dans la procédure hâtive qui a été adoptée par les auteurs la volonté de se passer de l'avis de certaines délégations qui récemment ont participé à l'examen de cette question et à l'élaboration de textes s'y rapportant. Les divers représentants du Brésil ont, au cours des dernières années, démontré clairement que leur gouvernement souhaitait voir résoudre le problème de l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre des nouveaux principes relatifs à la préservation de l'environnement

qui ont finalement été approuvés à l'unanimité à la Conférence de Stockholm, au prix d'efforts patients de la part de tous les participants. Le rôle joué à cet égard par les pays en voie de développement, et notamment par le Brésil, a été d'une importance décisive. Ce sont ces pays qui ont réfuté les théories alarmistes avancées par certains spécialistes selon lesquelles leur industrialisation risquait d'entraîner un accroissement de la pollution et l'épuisement rapide des ressources naturelles de la planète. Les pays en voie de développement, en dénonçant la fausseté de ces concepts, ont réussi à sauvegarder leurs intérêts. La Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui est la synthèse des opinions exprimées au cours de la Conférence, a été appuyée par l'Organisation des Nations Unies dans une série de résolutions adoptées à la vingt-septième session de l'Assemblée générale. Le seul problème sur lequel un accord n'avait pu être réalisé à Stockholm, à savoir l'harmonisation du principe de l'utilisation des ressources naturelles par l'Etat dont elles dépendent juridiquement avec celui de la préservation de l'environnement, a été résolu à New York, par l'Assemblée générale, dans ses résolutions 2995 (XXVII) et 2996 (XXVII), qui ont été adoptées sans opposition. Si certaines délégations se sont abstenues, ce fut principalement pour des raisons techniques qui ne mettaient pas en cause leur approbation des principes énoncés dans ces résolutions. Les tentatives depuis le début pour introduire dans le débat des considérations étrangères à la question ou des généralisations fausses ont été mises en échec par les décisions et les déclarations nettes et sans ambiguïté des organisations régionales. Les textes et les déclarations de ces organisations ont force obligatoire pour les parties qui les ont signés.

60. Le préambule et les paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 contredisent en fait les dispositions fondamentales de la résolution 2995 (XXVII) et rouvrent le débat sur la question de savoir comment on peut harmoniser le droit souverain d'un Etat d'exploiter librement ses ressources naturelles avec la nécessité de ne pas causer de tort à d'autres Etats. En vertu de ce principe, l'Etat doit accepter la responsabilité des dommages qu'il peut causer et les réparer comme il convient. La résolution 2995 (XXVII) repose sur le triple concept de la souveraineté, de la coopération et de la responsabilité des Etats. La souveraineté d'un Etat, si elle doit être incontestable, ne doit pas cependant être arbitraire et exclure la responsabilité de celui-ci en cas de préjudice causé à un autre Etat.

61. Toute une série de résolutions de l'Assemblée générale réaffirment le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, compte tenu de la nécessité de préserver l'environnement. C'est ainsi qu'au paragraphe 9 de la résolution 2880 (XXVI), à l'élaboration de laquelle ont participé tous les pays en voie de développement, il est dit que "toute mesure ou toute pression dirigée contre un Etat qui exerce son droit souverain à disposer librement de ses ressources naturelles constitue une violation flagrante des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et du principe de la non-intervention proclamés dans la Charte, violation qui, si elle se perpétue, risque de menacer la paix et la sécurité internationales." La résolution 2993 (XXVII) réaffirme ces principes dans leur intégralité. Parmi les autres textes qui proclament la souveraineté per-

manente des Etats sur leurs ressources naturelles, on peut également citer la résolution 3016, (XXVII), dont la négociation a été dirigée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept. Mais c'est la résolution 2995 (XXVII) qui traduit le mieux l'effort de conciliation et d'harmonisation déployé par la communauté internationale; c'est dans ce texte qu'a été le mieux réalisé l'équilibre entre la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et leurs responsabilités envers l'environnement; or c'est ce texte essentiel qui est menacé par le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1.

62. Le Gouvernement brésilien n'a aucune objection à faire en ce qui concerne la section XII, relative à l'environnement, de la Déclaration économique<sup>4</sup> adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger, étant donné que ce texte expose, nécessairement sous forme de proclamation, un objectif général dont la réalisation devra forcément être adaptée aux diverses conditions écologiques particulières. Le Gouvernement brésilien ne peut non plus s'opposer à la section VII de cette déclaration, car elle constitue la synthèse des aspirations de tous les pays en voie de développement pour ce qui est de la primauté du principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Ces principes ne sont pas uniquement ceux des pays non alignés en tant que groupe politique; tous les pays en voie de développement les ont acceptés, compte tenu de certaines restrictions découlant de leur propre modèle de développement. Il est assez surprenant de constater que ce système conceptuel ne figure absolument pas dans le projet de résolution.

63. Ayant présents à l'esprit les paramètres conceptuels du problème et leurs antécédents historiques au sein de l'Organisation des Nations Unies, le représentant du Brésil a examiné les dispositions du projet de résolution. Dans les deux premiers alinéas du préambule, les auteurs semblent vouloir justifier l'initiative de transformer les simples déclarations d'intention figurant dans le texte de la Déclaration d'Alger en résolutions effectives comme s'il s'agissait d'une mesure découlant tout naturellement de principes généralement acceptés par la communauté internationale. Le projet de résolution contredit, dans son esprit, le paragraphe 2 de la résolution 2995 (XXVII) puisqu'il semble autoriser l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats sous prétexte de protéger l'environnement, ce que rejette absolument le Gouvernement brésilien, et qui d'ailleurs, soit dit en passant, est en contradiction absolue avec le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et avec les principes fondamentaux de coexistence internationale. Cela dit, le Gouvernement brésilien a toujours pris toutes les précautions possibles pour éviter, en exploitant ses ressources, de faire du tort à d'autres pays. En fait, les pays voisins ont souvent bénéficié des projets entrepris par le Brésil pour l'exploitation de ses ressources naturelles.

64. Le projet de résolution va en outre à l'encontre du paragraphe 3 de la résolution 2995 (XXVII) car les "consultations préalables" dont il est question dans le projet ne concordent pas avec la disposition de la résolution indiquant clairement que la seule éventualité de dommages causés à l'environnement ne suffit pas à

<sup>4</sup> Voir A/9330, p. 77.



suspendre le droit d'un Etat d'exploiter ses propres ressources naturelles. Ces ambiguïtés méritent donc d'être soulignées. Le représentant du Brésil répète que son pays ne s'oppose pas pour l'essentiel aux déclarations d'intention figurant dans la Déclaration économique d'Alger relatives à l'exploitation des ressources naturelles communes, mais estime qu'au niveau de la région cette exploitation nécessite des accords particuliers. Un exemple de tels accords est la Déclaration d'Asunción, signée en juin 1971, par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay pour l'exploitation de rivières internationales du bassin du Río de la Plata. Cette déclaration prévoit que, dans le cas de rivières internationales contiguës à plusieurs Etats, l'exploitation de leurs ressources sera précédée d'un accord bilatéral entre les Etats riverains; dans le cas de rivières traversant successivement plusieurs Etats, chaque Etat peut exploiter les eaux de ces rivières suivant ses besoins, pourvu qu'aucun préjudice ne soit causé à un autre Etat du bassin.

65. En outre, la troisième réunion d'experts des ressources en eau qui s'est tenue à Brasília en 1971 a approuvé un autre texte disposant que chaque Etat exerce sa pleine souveraineté sur les segments de rivières internationales traversant son territoire et peut prendre à leur sujet toute mesure dictée par l'intérêt national, pourvu qu'elles ne portent pas préjudice aux autres Etats. En outre, le texte dispose que les autres Etats du même bassin sont tenus de tolérer les inconvénients mineurs que peut entraîner l'exploitation par un Etat de la partie de rivière traversant son territoire. La façon dont le Gouvernement brésilien respecte les droits de ses voisins dans les projets qu'il a entrepris, et la façon scrupuleuse dont il leur fournit, avec un délai suffisant, les renseignements nécessaires, ont été considérées comme exemplaires par le Comité intergouvernemental de coordination des pays du bassin du Río de la Plata.

66. Il est un autre fait qui illustre la façon extrêmement hâtive dont certaines dispositions du projet de résolution ont été rédigées. La Commission du droit international, qui avait été chargée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session d'étudier la question des utilisations des voies d'eau internationales autres que pour la navigation, n'a pu commencer ses travaux du fait que certains Etats ne lui ont pas fait parvenir les renseignements nécessaires. Cela montre que la communauté internationale ne considère pas cette question comme très urgente. Or, au cours de la présente session, certaines délégations auteurs du projet de résolution ont réussi à obtenir que la Commission du droit international se saisisse à nouveau de cette question. Ainsi, sur l'initiative de quelques délégations, un organe spécialisé de l'Organisation des Nations Unies va avoir pour tâche de dégager de la masse des documents juridiques existants et notamment de 253 traités bilatéraux et multilatéraux, de décisions diverses des tribunaux internationaux, etc., les normes appelées à régir la conduite de divers pays en ce qui concerne les voies d'eau internationales.

67. Or le projet de résolution porte essentiellement sur des problèmes du même ordre, comme par exemple celui des consultations préalables dont tous les aspects, y compris les conséquences juridiques, devront être étudiés avec soin. C'est pourquoi le représentant du Brésil estime contradictoire que les auteurs demandent

à l'Assemblée générale de se prononcer d'urgence sur une question dont on n'a pas encore fini de débattre. C'est pourquoi le Gouvernement brésilien n'a manifesté aucune objection à faire à propos des dispositions du texte de la Déclaration économique d'Alger, puisque, bien au contraire, il les applique déjà en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles communes à plusieurs Etats. M. Frazão cite ensuite à ce sujet certaines décisions plus récentes datant d'un mois à peine. Lors d'une réunion qu'ils ont tenue à Lima, du 29 octobre au 2 novembre, les ministres de l'énergie des pays d'Amérique latine — à savoir, par ordre alphabétique, les ministres des Etats suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela — ont adopté, au lieu d'une formule qui aurait sanctionné un système de consultations, le texte ci-après en vue de l'inclure dans les statuts de l'Organisation latino-américaine de l'énergie :

“Contribuer, à la demande de toutes les parties intéressées, à l'entente et à la coopération entre les Etats membres afin d'accélérer l'exploitation appropriée des ressources naturelles qui leur sont communes et d'éviter tout dommage important”.

68. En ce qui concerne le texte même du projet de résolution, le représentant du Brésil constate, par exemple, que le paragraphe 1 du dispositif, relatif à la nécessité d'établir des normes internationales pour l'exploitation et la conservation des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats, contredit l'esprit du principe 23 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement selon lequel les normes dans ce domaine doivent être établies à l'échelon national. Ce principe découle en fait du souci des pays en voie de développement d'éviter qu'on leur impose des normes de production ou de consommation qui, en raison de leur coût, fassent éventuellement obstacle au développement. Les pays d'une même région ne peuvent pas en effet adopter de normes identiques sans risque de provoquer de ce fait de graves inégalités économiques. La déclaration économique d'Alger elle-même réaffirme, au début de la section sur l'environnement, que les dépenses supplémentaires entraînées par les programmes dans ce domaine ne doivent pas empêcher un pays de faire face aux besoins les plus fondamentaux de son développement. On voit mal comment les pays en voie de développement pourraient éviter la charge de dépenses supplémentaires et la répartition inégale de ces dépenses, s'ils acceptaient des normes en matière d'environnement qui seraient définies sur le plan international.

69. Si les paragraphes 1 et 2 du dispositif reconnaissent implicitement que les problèmes doivent nécessairement être envisagés d'un point de vue régional et sous-régional, le paragraphe 3 transfère la compétence du niveau bilatéral ou au plus régional au niveau universel et fait appel pour ce faire à un instrument inapproprié. En effet, le mandat du Conseil d'administration ne l'autorise pas à s'occuper de l'application de plans régionaux ou bilatéraux, ce qui reviendrait en fait à lui confier des pouvoirs supranationaux qui n'appartiennent à aucune organisation

internationale. Le Brésil est fermement persuadé que le paragraphe 3 est contraire à l'esprit et à la lettre de la Déclaration économique d'Alger, des résolutions 2995 (XXVII) et 2997 (XXVII) de l'Assemblée et de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies sur l'exploitation des ressources naturelles. Ce paragraphe revient à limiter la compétence des Etats Membres et à mettre leurs programmes de développement à la merci de tierces parties. Il est donc en ce sens en contradiction avec la Charte des Nations Unies elle-même, qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Au paragraphe 4, les auteurs ont cherché à imposer un caractère obligatoire aux paragraphes précédents.

70. Dorénavant, le comportement du Brésil sera conforme à la position qu'il a toujours prise sur cette question, car c'est dans la réalité de l'exploitation des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement qu'il sera possible de démontrer la compatibilité entre une position éthique, s'inspirant de considérations politiques et économiques, et son application pratique.

71. M. CĂBRIĆ (Yougoslavie), présentant formellement le projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 au nom des auteurs, dit que les questions dont traite le projet ne sont pas nouvelles puisque, avant même la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, elles étaient visées dans la résolution 2849 (XXVI) de l'Assemblée générale. La Conférence de Stockholm a adopté un certain nombre de principes sur lesquels doivent reposer les mesures à prendre en matière de coopération entre les Etats. Les résolutions 2995 (XXVII), 2996 (XXVII) et 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui avaient trait à la coopération entre les Etats dans le domaine de l'environnement, ont constitué un premier pas dans la bonne direction et il convient maintenant de faire un deuxième pas, mais cette fois à propos des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats. A ce propos, il est bon de rappeler les discussions sur cette question à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger.

72. Les auteurs du projet de résolution estiment qu'il est fort simple et appelle peu d'explications. Il ne propose en fait que l'établissement entre les gouvernements d'une coopération permettant de résoudre les

problèmes communs et précise que cette coopération doit se faire dans le cadre des relations normales existant entre ces Etats. La coopération et l'exploitation harmonieuse des ressources communes doivent être conçues de façon à profiter à tous les intéressés et à éviter tout effet nuisible. Il convient donc d'établir des normes internationales adéquates. En vue de traduire dans la réalité les principes de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, les auteurs jugent que la coopération entre les Etats doit s'appuyer sur un système de consultation, dans le cadre des relations normales qui existent entre eux. Il ne faut en fait chercher dans le projet de résolution que l'expression du désir des auteurs de voir s'instaurer une coopération fructueuse en matière d'exploitation des ressources communes. L'adoption du projet de résolution ne ferait qu'asseoir sur des bases plus solides une coopération qui existe déjà.

73. Les paragraphes 3 et 4 du dispositif ont trait à la procédure et visent simplement à faire appliquer les paragraphes 1 et 2. Il ne fait aucun doute que le Conseil d'administration, qui a déjà fait ses preuves, sera capable de s'acquitter de la tâche qui lui est confiée.

74. Les travaux relatifs à l'environnement sont parvenus à un stade où il convient d'appliquer dans la pratique les principes qui ont été adoptés, en particulier les principes 21, 22 et 24 de la Déclaration, et ceux qui figurent dans les résolutions de l'Assemblée générale. Le projet de résolution est présenté dans un esprit de coopération en vue de la solution efficace des problèmes de l'environnement et il faut espérer que la Deuxième Commission le recevra dans le même esprit et l'adoptera à l'unanimité.

75. Le représentant de la Yougoslavie indique les modifications apportées au texte révisé du projet de résolution par rapport au texte initial. Le titre a été ajouté; au paragraphe 1 du dispositif, le mot "habituelles" a été supprimé; au paragraphe 2, les mots "les pays intéressés à l'exploitation de ces mêmes ressources" ont été remplacés par les mots "les pays se partageant de telles ressources naturelles et intéressés à leur exploitation". Enfin, au paragraphe 4, les mots "d'adapter leur conduite aux" ont été remplacés par les mots "de tenir pleinement compte des".

*La séance est levée à 18 h 20.*

## 1565<sup>e</sup> séance

**Jeudi 22 novembre 1973, à 10 h 40.**

*Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).*

A/C.2/SR.1565

### POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

**Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite)** [A/9003, chap. XIII; (A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312) :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314)

1. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit qu'il n'y a pas d'organisation internationale que l'étude du problème de l'environnement ne concerne plus ou moins directement. Le PNUE et son conseil d'administration ont un rôle central à jouer en coordonnant la coopération internationale dans le cadre du système des Nations Unies en vue de résoudre ces problèmes. A sa première session, le Conseil d'administration a entrepris